

GART

GROUPEMENT DES AUTORITÉS RESPONSABLES DE TRANSPORT



Délégation du groupe-pays Etats-Unis de Cités Unies France,

en partenariat avec

**l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF),
la Fédération nationale des Entreprises publiques locales (FNEPL) et
le Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART),**

**menée par Roland Ries, sénateur, maire de Strasbourg
et président du groupe-pays Etats-Unis**

Washington DC, du 23 au 26 juin 2009

Rapport de mission

(un résumé est disponible en anglais /an English resume has been adressed to all US people met)



Editorial

**La coopération décentralisée « France - Etats-Unis »
à l'heure d'Obama...**

Explorer des pistes pour relancer la coopération entre collectivités territoriales françaises et américaines, c'était le but de la délégation du groupe-pays Etats-Unis, que j'ai pu mener à Washington DC, du 23 au 26 juin 2009.

Situation peu commune, quatre associations d'élus et de collectivités se sont associées pour mener cette délégation. Aux côtés de Cités Unies France, il y avait l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), la Fédération nationale des Entreprises publiques locales et le Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART).

Nous avons rencontré nos associations homologues, à savoir la Conférence des maires américains (US Conference of Mayors), la Ligue nationale des villes et collectivités (National League of Cities), l'association de jumelage « Sister Cities International », ainsi que l'Association nationale du transport public (American Public Transportation Association).

La délégation a constaté une réelle volonté de développer les coopérations. Ainsi, l'Association nationale du transport public a accueilli très favorablement une proposition du GART d'un partenariat sur le développement des transports publics. La Ligue nationale des villes et collectivités américaines a proposé de travailler sur les questions d'intégration et de diversité, sujet identifié comme une priorité suscitant des tensions fortes, aux Etats-Unis comme en Europe, et appelant des solutions concrètes en conséquence. L'association « Sister Cities International » s'est dit prête à explorer des possibilités de développer des coopérations trilatérales entre collectivités territoriales américaines, françaises (voire européennes) et des pays du Sud.

L'ensemble des associations américaines rencontrées a exprimé une très grande satisfaction par rapport à l'attitude de l'administration Obama vis-à-vis des collectivités locales, appelées à jouer un rôle majeur dans les investissements de relance et dans l'évolution vers une société et une économie plus durables. Ceci a été confirmé par M. Ray LaHood, secrétaire américain aux transports, lors de sa rencontre avec la délégation française. L'adoption du projet de loi « climat » par la Chambre des Représentants du Congrès témoigne d'une volonté de changement.

Cet enthousiasme est toutefois tempéré par une situation financière souvent très tendue dans les villes et les Etats du pays. Cette année, les villes vont licencier 5 000 pompiers – tout un symbole pour les Américains après le 11 septembre ! Cette situation n'est pas pour arranger la difficulté déjà rencontrée par les maires américains pour justifier leurs déplacements à l'étranger : « Les médias peuvent être très rudes », disait le directeur d'une des associations.

Mais, il existe bel et bien une volonté partagée d'approfondir la coopération décentralisée et de lui donner de formes nouvelles, autour de questions précises d'intérêt commun.

J'invite chaleureusement toutes les villes et collectivités territoriales engagées dans la coopération décentralisée avec les Etats-Unis, ainsi que tous nos partenaires, publics et privés, à venir à la prochaine réunion du groupe-pays Etats-Unis, qui se tiendra le mercredi 7 octobre prochain, au siège de Cités Unies France. A cette occasion, nous définirons ensemble, des actions concrètes, afin de saisir des opportunités, sans doute inédites.

Je tiens à remercier, au nom de la délégation et en mon nom personnel, toutes les organisations et les personnes, américaines et françaises qui ont fait de cette mission une réussite, je pense en

particulier à l'Ambassade de France à Washington et la fondation américaine « German Marshall Fund of the United States ».

Août 2009

Roland Ries, sénateur, maire de Strasbourg

Président du groupe-pays Etats-Unis

de Cités Unies France



(Une partie de) la délégation devant le musée national de l'histoire des Etats-Unis

La composition de la délégation

M. Roland	RIES	Sénateur du Bas-Rhin, maire de Strasbourg, président du groupe-pays Etats-Unis de Cités Unies France ; président du Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART)
Mme Nawel	RAFIK-ELMRINI	Adjointe au maire, en charge des relations européennes et internationales à Strasbourg
M. Patrick	PINCET	Directeur de cabinet du maire de Strasbourg et du président de la communauté urbaine de Strasbourg
Mme Michèle	HENRY	Chargée de mission dans la direction des relations européennes et internationales à Strasbourg
M. Philippe	DE LONGEVIALLE	Adjoint au maire de Grenoble, en charge de l'urbanisme (représentait Michel Destot, maire de Grenoble et président de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF))
M. Jacques	BOYON	Président d'honneur de la Fédération des Entreprises publiques locales, délégué aux relations internationales, ancien ministre
M. Christian	LALU	Directeur général de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF)
M. Nicolas	WIT	Directeur adjoint de Cités Unies France

Empêché « in extremis » pour des raisons familiales :

M. Jean-Michel	BERLEMONT	Adjoint au maire de Nancy, chargé des relations européennes, internationales et transfrontalières
----------------	-----------	---

Programme de la délégation à Washington DC

Organisation rencontrée
Mardi 23 juin
Audio-conférence, à l'ambassade, avec les consuls (généraux) de France aux Etats-Unis sur la délégation et ses objectifs
Mercredi 24 juin
Visite du Musée national de l'histoire américaine
Visite d'un quartier "revitalisé" (Atlas District / H Street) de Washington
Déjeuner offert aux membres de la délégation par l'Ambassadeur de France, M. Pierre Vimont
Réunion avec la US Conference of Mayors (Conférence des maires américains)
Audience auprès du Secrétariat d'Etat aux transports, M. Ray LaHood
Jeudi 25 juin
Rencontre avec le "gouvernement local" de Washington DC
Réunion de la délégation avec le German Marshall Fund des Etats-Unis, suivie d'un...
Déjeuner-conférence-débat, offert par le German Marshall Fund autour d'une présentation de M. Roland Ries sur la mobilité urbaine
Réunion avec l'American Public Transportation Association (APTA), l'équivalent américain du GART
Réunion avec Sister Cities International (SCI)
vendredi 26 juin
Séance de travail au Northern Virginia Regional Commission, Fairfax
Réunion avec la National League of Cities (ligue nationale des villes et counties américains)

Les structures rencontrées par la délégation – résumés des rendez-vous

Mardi 23 juin

Audio Conférence avec les consuls (généraux) de France

Dès son arrivée, la délégation a eu l'occasion, grâce à une conférence téléphonique, d'échanger avec la quasi-totalité des consuls français aux Etats-Unis, sur les objectifs de la délégation et leurs observations sur coopération décentralisée.

La conférence s'est tenue sous la présidence de M. François Rivasseau, Ministre Conseiller.

Les consuls confirment l'intérêt des trois thèmes retenus par la délégation : transport public et mobilité urbaine, lutte contre le réchauffement climatique et la diversité dans nos villes. Ils soulignent, toutefois, l'importance qu'accordent les maires américains à la dimension économique (« *business* ») de ces thèmes et en général. Le consul général de Houston cite le maire de Dallas.

Les consuls font le constat de grandes inégalités dans le dynamisme des jumelages. Ils remarquent la naissance de nouveaux types de partenariats entre villes déjà jumelées, par exemple, collaboration entre autorités de gestion portuaires (Tampa – Le Havre ; Jacksonville – Nantes) et citent également l'émergence de partenariats entre Etats américains et régions françaises (Pennsylvanie - Rhône-Alpes) ou entre Etats américains et académies (Oklahoma – Académie d'Amiens). Les collaborations entre universités et pôles de recherche sont déjà nombreuses, comme celle de *Georgia Tech* (Etat de Géorgie) et le campus européen à Metz.

La proposition développée par le président du groupe-pays, M. Roland Ries, de construire des partenariats sur des thèmes et questions précis et concrets, pour une durée limitée et « évaluables », comprenant chaque fois un nombre limité de collectivités et (partenaires), rencontre un écho favorable auprès des consuls.

Enfin, M. Rivasseau cite la prochaine mise en ligne par le ministère des Affaires étrangères et européennes (la Délégation pour l'Action extérieure de Collectivités territoriales, DAECT, en particulier) d'une bourse de demandes et d'offres de partenariat, ainsi qu'un atlas de la coopération décentralisée.

Cet exercice d'échange a été très apprécié par toutes les parties et sera renouvelé par l'ambassade.

Mercredi 24 juin

Rencontre avec l'ambassadeur de France, M. Pierre Vimont

Monsieur l'ambassadeur accueille la délégation à la résidence, pour un déjeuner.

Il se dit convaincu que les maires américains aimeraient développer leurs échanges avec l'Europe. Il cite le président du groupe d'amitié parlementaire « France- Etats-Unis » à l'Assemblée nationale, le député M. Louis Giscard d'Estaing, quand celui-ci estime que la coopération entre collectivités

territoriales, villes en particulier, est aujourd'hui l'élément le plus prometteur pour l'avenir des coopérations franco-américaines.

Quant au thème des transports publics, l'ambassadeur confirme sa pertinence, à l'heure actuelle. Il signale qu'il n'y a pas eu de reflux dans l'utilisation des transports publics après la baisse des prix du pétrole cette année, suite aux pics de 2008 et cite les résultats du référendum en Californie, 55 % se prononçant pour le développement de trains à grande vitesse. M. Vimont souhaiterait, par ailleurs, une sorte de présentation permanente française aux Etats-Unis, montrant « ce que le TGV a fait pour notre pays ».

Il constate un début de retour au centre ville et le défi de devoir « redessiner » la ville. L'ambassadeur estime que le jour où l'écologie sera perçue aux Etats-Unis comme une contrainte majeure, le pays s'y adaptera et vite.

Suite à une question de M. Jacques Boyon, président d'honneur de la Fédération des entreprises publiques locales, M. Vimont confirme un intérêt dans l'administration Obama pour les formes de partenariat entre structures et capitaux publics et privés, pour gérer et financer les villes.

Monsieur l'ambassadeur souligne qu'il reste à l'entière disposition de la délégation et des associations qu'elle fédère pour construire la suite de cette mission.

Réunion avec la US Conference of Mayors (Conférence des maires américains)

La Conférence des maires américains est l'organisation officielle et non partisane des villes de 30000 habitants et plus. Chaque ville est représentée par son maire ou un autre élu.

La directrice des relations internationales, Mme Kay Randle Scrimger, explique l'absence des maires à l'entretien : ils viennent de tenir leur conférence annuelle à Providence, Rhode Island et de nouveaux déplacements auraient été très difficiles, surtout en ce moment.

Elle fait part à la délégation de la grande satisfaction de la Conférence des maires, pour ne pas dire leur enthousiasme, par rapport à l'attitude de l'administration Obama vis-à-vis des villes. Ces dernières devront jouer un rôle majeur dans les investissements de relance.

La Conférence des maires américains participe à l'effort de mise en réseau mondial des collectivités territoriales : elle a participé au congrès fondateur de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), en mai 2004, à Paris. Aujourd'hui, elle travaille surtout avec Métropolis, réseau étroitement associé à CGLU. Répondant à une question de Cités Unies France, la directrice confirme que son association fait du lobbying auprès des autorités fédérales par rapport aux négociations du protocole de Copenhague en vue d'y voir inscrite une référence au rôle des villes dans la lutte contre le réchauffement climatique¹.

Quant aux échanges futurs, **la directrice pense que la US Conference of Mayors sera intéressée par une invitation à venir à la 12^{ème} conférence européenne des entreprises publiques locales, à Bruxelles, le 27 octobre prochain.**

¹ Rappelons qu'à la suite de l'initiative du maire de Seattle, la Conférence des maires avait adopté, il y a déjà quelques années, une charte incitant ses membres à développer leurs villes dans l'esprit du Protocole de Kyoto – bien que non ratifié par les Etats-Unis.

Par ailleurs, elle informe la délégation que la Conférence des maires est invitée aux journées organisées par Eurocités « Défis urbains – solutions durables », à Stockholm, du 25 au 28 novembre 2009.

Les deux parties conviennent d'étudier la possibilité de revenir rencontrer les maires américains, peut-être à l'occasion de leur prochain congrès annuel.

Audience auprès du Secretary of Transportation (secrétaire américain aux transports), M. Ray LaHood

M. Ray LaHood accueille chaleureusement la délégation. Il était venu en France, en mai dernier. Dans ce cadre, il a pris le TGV Est et s'était rendu à Strasbourg, afin d'étudier le tramway. C'est à cette occasion, que M. LaHood avait invité le maire à venir lui rendre visite pendant la mission en juin.

M. Ray LaHood a été nommé le 23 janvier 2009. Lui et son ministère sont appelés à jouer un rôle clef dans la politique de relance et de développement durable du président Obama. Ray LaHood était membre du Congrès, Chambre des Représentants, de 1995 à 2009.

La rencontre au ministère a permis de faire émerger une convergence de vues sur l'importance capitale de la lutte contre le réchauffement climatique et du développement d'une économie verte. L'adoption du projet de loi « climat » par la deuxième chambre du congrès témoigne d'une volonté nouvelle à cet égard.



M. LaHood reçoit un souvenir de la ville de Strasbourg.

La délégation est marquée par la volonté de M. Ray LaHood de développer une coopération franco-américaine dans le domaine de la grande vitesse et des transports en commun en site propre.



Dans le bureau de M. LaHood

Jeudi 25 juin

Réunion au Bureau du Maire de Washington DC / visite du Quartier de Washington (Atlas District /H-Street)

La délégation française a le privilège d'une présentation très complète assurée par un ensemble de services du District of Columbia, sur la gouvernance stratégique de la ville, en particulier dans les domaines de la mobilité et du logement.

Washington DC a un maire et un conseil municipal de 13 membres, chacun élu par la population. Son statut de capital fédéral donne au Congrès un pouvoir important sur le budget et l'action de la ville. Le premier maire n'a été élu qu'en 1984.

Le chef de la délégation présente à son tour l'approche française de la gestion des villes et des espaces urbains, énumérant également les outils à leur disposition.

Dans les discussions, les questions américaines se concentrent sur la consultation de la population et la place des habitants dans les dispositifs d'aménagement.



Les vélos « libres » flambant neufs à Washington

La veille, la délégation française avait visité à un quartier en rénovation. Il s'agissait du quartier fortement endommagé par les émeutes qui ont suivi l'assassinat de Dr. Martin Luther King jr. en 1968. Pendant trente ans, le quartier a sombré.

Ensuite, la ville a décidé de construire son centre administratif à l'avenue Martin Luther King jr, à l'endroit même où tout avait commencé.



H Street en 1968...

Dans les efforts de rénovation réunis dans la campagne « H Street Main Street », la délégation française a été frappée par l'importance des fonds privés et le faible rôle des fonds publics. A titre d'exemple, le complexe culturel (théâtre, ...) a été financé pour 98 % par des dons privés. La liste des donateurs, affichée dans l'entrée, est impressionnante. Le centre « nerveux » de cette campagne de rénovation est hébergé dans les locaux d'une agence bancaire...

Réunion avec le German Marshall Fund of the United States

La présidente déléguée du German Marshall Fund (GMF) of the United States, Mme Karen Donfried, accueille la délégation et présente l'évolution du GMF de ces dernière dix années. Elle était, par ailleurs, au sommet de l'OTAN, en avril, à Strasbourg, ville où elle avait fait ses études.



A l'entrée de la fondation

Mme Donfried explique que le GMF, créé en 1972, est une institution indépendante et non-partisane qui a pour ambition de promouvoir les relations transatlantiques, en encourageant un échange d'idées et une coopération accrue entre les États-Unis et l'Europe.

Jusqu'à il y a quelques années, le GMF donnait des subventions et menait son programme d'échanges transatlantiques, permettant à des Américains et Européens de passer quelques mois ou semaines de l'autre côté de l'Atlantique dans le cadre de visites organisées (les « *fellows* »).

Aujourd'hui, le GMF organise des conférences, lance des programmes de recherche et crée des réseaux, tout en cherchant lui-même des sponsors pour ses activités.

M. Thomas Kleine-Brockhoff, *Senior director policy and programs*, présente le programme clef du GMF, le « *Comparative domestic policy program* », programme comparatif de politiques locales, offrant un cadre pour un dialogue entre individus en position de responsabilité, engagés dans la mise en place de politiques urbaines et régionales, des deux côtés de l'Atlantique. Le programme est une réponse au constat de la nécessité pour les « communautés » de travailler ensemble afin élaborer des approches communes à des problèmes locaux ayant des implications globales (mondiales).

Au cœur de ce programme se trouve le *Transatlantic Cities Network* (TCN), réseau transatlantique de

villes, visant à développer l'échange d'information sur des politiques novatrices, des bonnes pratiques et des défis locaux, au sein d'un réseau de décideurs, praticiens et leaders de la société civile, tous bien placés pour mettre en oeuvre des nouvelles idées dans leurs villes.

La délégation française propose une collaboration entre organisations sur le « nouveau modèle urbain », en déclinant les modalités proposées à d'autres rendez-vous : collaborations sur des thèmes précis, dans une durée déterminée, avec un nombre limité d'acteurs.

Le GMF souligne que ces modalités, présentées par la délégation, correspondent à l'approche du *Transatlantic Cities Network*. Mme Ellen Pope, qui dirige ce réseau et l'ensemble du programme comparatif de politiques locales, explique.

Le TCN organise des ateliers, sur mesure, à la demande d'un ou plusieurs membres. Les quatre axes du réseau sont résumés ainsi : la ville « éduquée », « abordable (*affordable*) », durable et intégrée. **La directrice du programme évoque la possibilité d'associer le groupe-pays Etats-Unis et les associations partenaires à leur symposium des maires, organisé tous les ans, à Bruxelles, sur les questions de sécurité, pauvreté et la diversité.**

Mme Pope précise que pour chaque ville, c'est le GMF sélectionne une personne (et non pas la commune) pour être la « cheville ouvrière » des échanges. Le but est créer un réseau « à vie » (*A life long network*). Elle prononce alors cette phrase directe : « Nous savons ce que nous pouvons apprendre de l'Europe. Que peuvent apprendre les Européens des villes américaines ? »

Le réseau compte aujourd'hui 25 villes européennes et américaines, dont deux françaises : Lyon, et, depuis peu, Lille.

Nicolas Wit, directeur général adjoint de Cités Unies France, remarque que GMF a créé ses propres réseaux de CT, à l'instar de nombreuses structures publiques et privées. Il souligne qu'il n'est pas évident pour les associations de collectivités locales d'y trouver leur place après.



Buffet/conférence/débat, avec des élus et experts américains, invités par la fondation

Après la séance de travail avec la présidence et direction du GMF, le maire de Strasbourg est invité à faire une présentation sur la mobilité urbaine en France, et à Strasbourg, en particulier, lors d'un buffet/conférence/débat, réunissant une vingtaine d'élus et experts américains, invités par la fondation. La présentation et les échanges qui ensuivent ont été très appréciés de tous.

Réunion avec l'American Public Transportation Association (APTA) (Association américaine du transport public)

La délégation a été accueillie par deux vice-présidents et plusieurs collaborateurs.

Mme Petra Mollet, vice-présidente « stratégies » accueille chaleureusement le président du GART, association bien connue à l'Association américaine du transport public).

Le président du GART précise que l'Association américaine du transport public (APTA) se rapproche du Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART), à la différence près, que l'APTA fédère aussi les opérateurs, réunis en France dans l'Union des transports publics et ferroviaires, syndicat professionnel des entreprises de transport urbain.

La vice-présidente explique que l'APTA plébiscite et soutient les programmes de développement urbains aux Etats-Unis. Depuis sa création en 1882, l'association a contribué à la sensibilisation des citoyens sur les avantages présentés par l'usage des transports publics, comme le bus ou le tramway.

De son côté, M. Arthur L. Guzzetti, vice-président, « politiques » rappelle qu'il s'est rendu en France en 2008 et qu'il garde d'excellents souvenirs de ses visites à Lyon, Paris et Saint-Etienne.

M. Guzzetti explique à la délégation qu'une nouvelle vision sur le transport public est en train de naître, après des années dominées par les autoroutes (« *Interstate highways* »). Toutes les nouvelles lignes de transport public enregistrent un nombre d'usagers, supérieur aux prévisions.

Il regrette, par ailleurs, que la loi sur le climat, votée par la Chambre des Représentants, le 26 juin 2009, ne fasse pas référence au transport public comme une des stratégies d'action. Aux Etats-Unis, les déplacements sont responsables de 28 % de l'effet de serre.

L'association nationale du transport public a accueilli très favorablement une proposition du GART d'un partenariat sur le développement des transports publics. L'APTA invite le président du GART à venir à Salt Lake City, les 2, 3 et 4 août prochains, pour participer à un atelier sur durabilité et transport public. L'ambition de l'APTA est de lier les politiques en matière de transport, de développement urbain, du logement et de lutte contre le réchauffement climatique.

A la réunion participait également la **Federal Transit Administration (FTA)**, chargée de produire des statistiques et de préparer des recommandations sur le transport public aux Etats-Unis.

La FTA cite la loi sur la relance (« *Recovery Act* »), adoptée en début d'année incluant 8,4 milliards de dollars pour le transport public.

La FTA souhaiterait approfondir les échanges sur ce qu'elle appelle « *liveable communities* », ce qui se traduirait en « communautés (ou quartiers, voire villes) il où il fait bon vivre » et elle propose de venir en France, en début novembre.

Réunion avec Sister Cities International (Association internationale de villes jumelées)

La délégation est accueillie par M. Jim Dumas, président délégué, accompagné de quelques membres de l'équipe. Il résume le but de Sister Cities ainsi : « Paix par le peuple, un individu, une communauté à la fois (*« Peace through people, one individual, one community at a time »*) ».

Sister Cities International (SCI) est une association internationale de jumelages, créée par le président Eisenhower en 1956. Elle favorise les jumelages entre villes (*« communities »*) des États-Unis et structures similaires du monde entier et représente 2 500 partenariats dans 134 pays.

SCI fédère à la fois communes et communautés, représentants de la société civile et élus. Les programmes et les initiatives touchent essentiellement les domaines du développement économique et durable ; arts et culture ; jeunesse et éducation et assistance humanitaire.

Interrogé sur ce point par la délégation, l'organisation à but non-lucratif (ONG) estime que la moitié des jumelages franco-américains est active. Le répertoire de SCI de 2009 comprend 99 partenariats franco-américains.

Cités Unies France fait part de son désir de pouvoir développer des coopérations trilatérales entre collectivités américaines, françaises et des pays du Sud.

Les responsables de Sister Cities se disent prêts à favoriser des coopérations trilatérales avec l'Afrique, le Moyen Orient, l'Amérique latine, ... Le répertoire de SCI sera un outil précieux pour identifier de possibles rapprochements. Les deux parties conviennent d'étudier les modalités de plus près.

Dans ce contexte, SCI présente un de ses nouveaux programmes, visant à réduire la pauvreté en Afrique (*« Africa global poverty alleviation »*). Pour ce programme, les Sister Cities ont reçu 7,5 million de dollars de la Fondation Bill et Melinda Gates. En total, 25 villes africaines et leurs partenaires américains seront sélectionnés. SCI aidera à monter les dossiers.

Par ailleurs, il existe depuis 2003 *l'African Global Sister Cities Foundation*, fondation fédérant les membres africains et leurs partenaires. Plusieurs dizaines de communes africaines francophones en font partie.

Sister Cities International participera au *Global Mayors Forum*, prévu en septembre 2009, à Hong Kong. L'organisation mondiale Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) en est également partenaire.

Enfin, Sister Cities International informe la délégation de sa **conférence annuelle** qui, pour la première fois de son histoire, se tiendra en dehors des États-Unis, à Belfast, du 29 juillet au 1^{er} août 2009. Toutes les villes françaises jumelées, avec leurs homologues américains, sont invitées à y participer. Le thème : construire une paix durable après le conflit (*« Building Enduring Peace after Conflict »*), mais de nombreux sujets seront abordés ; développement économique, jeunesse,...

Le secrétaire général du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), Jeremy Smith, est un des invités. Cités Unies France promet de diffuser l'information auprès des villes françaises et de prendre contact avec le CCRE.

Vendredi 26 juin

Séance de travail au Northern Virginia Regional Commission

La *Northern Virginia Regional Commission* (NVRC) s'apparente à une structure intercommunale, regroupant 14 villes et counties, situés dans l'Etat de Virginia – donc en dehors du District of Columbia (DC – avec son statut fédéral atypique), mais faisant partie de la sphère métropolitaine de Washington. La ville de Fairfax, où est son siège, se situe au sud-ouest de DC.

La délégation est accueillie par le président de la NVRC, M. Marc Gibb.



Le président du NVRC accueille la délégation

La personne ayant facilité le rendez-vous est M. Dale Medearis, conseiller principal pour l'environnement de la NVRC. Il était en France au printemps, invité par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, et a visité, entre autres, Grenoble et Cités Unies France.

Il dirige les partenariats internationaux de la NVRC par le biais du Réseau des Régions et des Aires métropolitaines d'Europe (METREX)².

² (METREX fournit une plate-forme d'échange de connaissance, d'expertise et d'expérience dans le domaine des affaires métropolitaines et propose une action conjointe sur des questions d'intérêt commun. Le Réseau est composé de membres de quelque 50 régions et aires métropolitaines accompagnés de nombreux autres organismes partenaires).

En avril 2008, M. Medearis a créé le premier partenariat formel en matière d'énergie et de climat entre les 40 plus grandes villes et régions américaines et ce réseau européen.

La présentation par M. Philippe de Longévialle, adjoint à l'urbanisme, sur Grenoble « Ville durable » rencontre un vif succès. **Les participants américains à la séance ont exprimé le souhait de poursuivre ces échanges.**

Le « deputy county executive » du county de Fairfax, M. David J. Mochany, a fait part à la délégation française de son intention de se rendre en France en octobre prochain.

Réunion avec la National League of Cities (NLC) (Ligue nationale des villes)

M. Donald Borut, *executive director* de la National League of Cities, accueille chaleureusement la délégation. Il se félicite de ce rendez-vous, témoignant une volonté française de poursuivre une collaboration entamée, il y a cinq ans, avec Cités Unies France et l'AMGVF, sur le thème de la gestion des services urbains essentiels.

M. Borut rappelle que la Ligue nationale des villes est la plus ancienne organisation de ce type aux Etats-Unis et se donne pour mission de renforcer et de promouvoir le rôle des villes comme acteurs centraux dans la mise en place des politiques publiques. Travaillant en collaboration avec les 49 ligues municipales des Etats américains, la NLC défend les intérêts de 19 000 métropoles, villes et villages, et représente plus de 218 millions d'Américains.

Le directeur exécutif fait part de la grande satisfaction de la National League of Cities de voir l'administration fédérale s'intéresser, à nouveau, aux préoccupations de la Ligue.

En même temps, il souligne les fortes contraintes pesant sur les collectivités locales américaines leur rendant une politique de changement très difficile. Il cite, notamment, les transferts de compétence, sans moyens les accompagnant (« *non funded mandates* ») et les résistances fortes, parfois un refus absolu, des contribuables, devant l'augmentation des taxes.

Le directeur exprime le souhait de la Ligue de relancer la collaboration et confirme la pertinence des thèmes présentés par le chef de délégation, M. Roland Ries.

La lutte contre le réchauffement climatique est centrale (« *climate dominates everything* »).

La Ligue a participé au Sommet des gouvernements locaux et régionaux sur le Climat, co-organisé par CGLU, à Copenhague, début juin dernier.

La délégation se réjouit de la proposition du directeur de la Ligue des villes de travailler conjointement sur les questions d'intégration et de diversité dans nos villes, sujet identifié comme une priorité suscitant des tensions fortes, aux Etats-Unis comme en Europe, et appelant des solutions en conséquence³.

³ Ce serait une suite du programme « *Waging peace in our communities* », traduit par « Vivre ensemble », mené par Cités Unies France et Sister Cities International, de 2006 à 2008, sur financement du Département d'Etat.

Quant aux méthodes de travail, M. Don Borut souligne, au préalable, la difficulté des maires américains de justifier leurs déplacements à l'étranger : « *Media can be very harsh* », les medias peuvent être très durs...

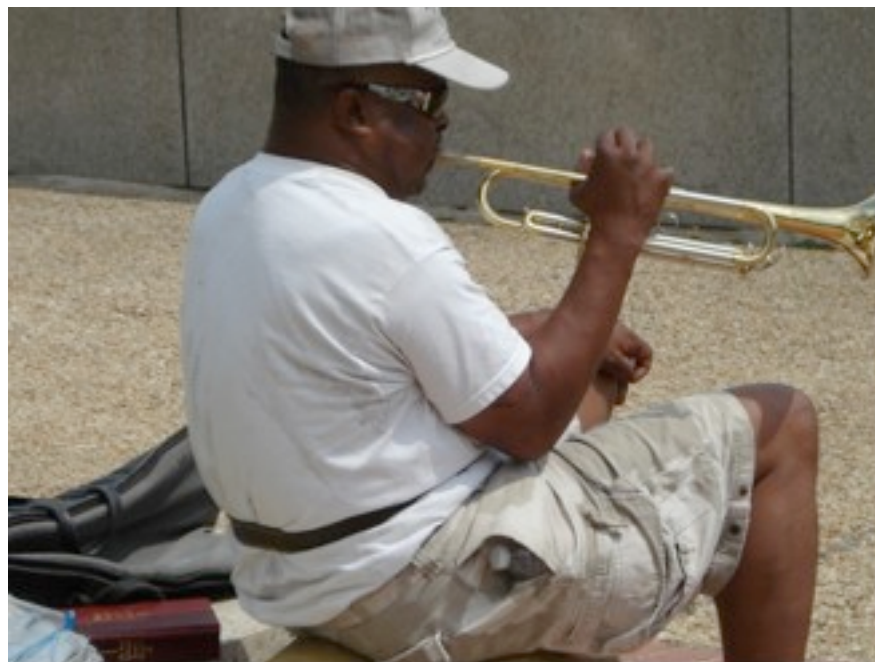
Il se retrouve bien dans la démarche proposée par la délégation - construire des partenariats sur des thèmes et questions précis et concrets, pour une durée limitée et « évaluables », comprenant chaque fois un nombre limité de collectivités et (partenaires) et propose pour les sujets retenus d'identifier des villes engagées.

Pour le développement durable, M. Borut cite parmi les villes « leader » : Portland, Austin, Boulder, Ann Arbor, ...

Par rapport à la diversité, il cite des villes « inclusives » ou en train de le devenir : Ann Arbor, Boulder, Berkeley, Madison, Charlotte, Indianapolis, Fort Wayne, ...

Un travail pourrait se développer à partir de ces villes, leurs jumelles françaises si intéressées voir d'autres collectivités en partenariat aux Etats-Unis.

M. Don Borut souligne, toutefois, que son expérience montre qu'un financement spécifique extérieur (« *Foundation funding* ») est indispensable pour construire un vrai programme de travail.



Dans une rue proche du Mall

Annexe n° 1 : communiqué de presse

Délégation d'élus à Washington DC pour approfondir la collaboration des collectivités territoriales américaines et françaises

Washington DC, vendredi 26 juin 2009

Avec le soutien actif de l'Ambassade de France et de la fondation américaine German Marshall Fund, une délégation de quatre associations nationales d'élus, emmenée par Roland RIES, Sénateur, Maire de Strasbourg, s'est rendue à Washington du 23 au 26 juin.

Représentant Cités Unies France, l'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF), la Fédération nationale des Entreprises publiques locales et le Groupement des Autorités Responsables de Transports Publics (GART), la délégation a pu rencontrer les associations homologues, à savoir la US Conference of Mayors, la National League of Cities (NLC), Sister Cities International ainsi que l'association nationale du transport public (APTA).

Ce déplacement, au cours duquel les élus ont notamment rencontré Ray LaHood, secrétaire américain aux transports, a permis de faire émerger une convergence de vues entre décideurs français et américains sur l'importance capitale de la lutte contre le réchauffement climatique et du développement d'une économie verte. L'adoption du projet de loi « climat » par la deuxième chambre du congrès témoigne d'une volonté nouvelle à cet égard.

La délégation s'est réjouie de la volonté de Ray LaHood de développer une coopération franco-américaine dans le domaine de la grande vitesse et des transports en commun en site propre. L'association nationale du transport public (APTA) a accueilli très favorablement une proposition du GART d'un partenariat sur le développement des transports publics. La délégation se réjouit également du souhait exprimé par la ligue nationale des villes et counties américains (NLC) de travailler sur les questions d'intégration, sujet identifié comme une priorité suscitant des tensions fortes, aux Etats-Unis comme en Europe et appelant des solutions en conséquence.

Roland RIES, Sénateur, Maire de Strasbourg, fera le bilan de ce déplacement et de ses perspectives lors de la prochaine réunion au mois de septembre du groupe pays Etats-Unis de Cités Unies France, dont il assure la présidence.

NB : membres élus de la délégation

- *Roland RIES, Sénateur, Maire de Strasbourg, Président du GART*
- *Jacques BOYON, Ancien Ministre, président d'honneur de la fédération des EPL ;*
- *Philippe DE LONGEVIALLE, adjoint au Maire de Grenoble, représentant Michel Destot, président de l'AMGVF*
- *Nawel RAFIK ELMRINI, adjointe au Maire de Strasbourg.*

Contacts :

Sarah Abric (AMGVF), 01 44 39 34 64 ; s.abric@grandesvilles.org

Nicolas Wit (CUF), 01 53 41 81 80 ; n.wit@cites-unies-france.org

Annexe N° 2 : Structures et personnes rencontrées par la délégation à Washington DC - juin 2009

Organisation rencontrée	Personnes ayant participé à la réunion
Mardi 23 juin	
Audio-conférence, à l'ambassade, avec les consuls (généraux) de France aux Etats-Unis sur la délégation et ses objectifs	<p>Séance présidée par M. François Rivasseau, Ministre Conseiller à l'ambassade de France ; organisée par M. Pierre Bollinger, chargé de mission pour la coopération non-gouvernementale.</p> <p>Autres participants : Mme Caroline Regis, Conseiller économique et industriel, adjoint au Chef de la Mission économique.</p> <p>Lieux d'affectation des consuls (généraux) ayant participé : Atlanta, Boston, Chicago, Houston, Los Angeles, Nouvel Orléans, New York, San Fransisco.</p>
Mercredi 24 juin	
Visite du Musée national de l'histoire américaine	Mme Sarah Oakman, special assistant, office of the director
Visite d'un quartier "revitalisé" (Atlas District / H Street)	M. Anwar Saleem, Executive Director "H Street Main Street"
Déjeuner offert aux membres de la délégation par l'Ambassadeur de France, M. Pierre Vimont	M. Pierre Vimont, Ambassadeur de France ; M. François Rivasseau, Ministre Conseiller ; M. Michel Schaffhauser, consul général à Washington DC. Sur proposition de Strasbourg ont été invités, M. François Gauthier, consul général à Boston et Mme Marie-Louise Burke, présidente du Strasburg-Boston Sister Cities Association
Réunion avec la US Conference of Mayors	Mme Kay Randle Scrimger, directrice des relations internationales
Audience auprès du Secrétariat d'Etat aux transports, M. Ray LaHood	M. Ray LaHood, Secrétaire d'Etat aux transports ; membres de son équipe : M. Eddie Carazo, Diplomatic Programs and Protocol Officer, U.S. Department of Transportation
Jeudi 25 juin	
Rencontre avec le "gouvernement local" de Washington DC	M. Howard Ways, Special Assistant to the Director, Office of Planning ; Mme Geraldine Gardner, Associate Director of Neighborhood Planning, Office of Planning ; Mme Jennifer Steingasser, Deputy Director of Development Review and Historic Preservation, Office of Planning ; Mme Harriet Tregoning – Director of the Office of Planning ; Mme Karina Ricks, Associate Director, Transportation Planning & Policy Administration, Department of Transportation ; Mme Martine Combal, Manager, Property Acquisition and Disposition Division, Department of Housing and Community Development

<p>Réunion de la délégation avec le German Marshall Fund des Etats-Unis, suivie d'un...</p>	<p>Mme Karen Donfried, Executive Vice President ; M. Thomas Kleine-Brockhoff, Senior Director, Policy Programs ; Mme Ellen Pope, Director of Comparative Domestic Policy program ; M. Brent Riddle, program officer, Comparative Domestic Policy program</p>
<p>Déjeuner-conférence-débat offert par le German Marshall Fund autour d'une présentation de M. Roland Ries, sur la mobilité urbaine</p>	<p>Le GMF a invité des élus locaux et des experts pour la conférence – débat : Ben Adler, Next American City ; Monica Bansal, Metropolitan Washington Council of Governments ; Stephen Del Guidice, Arlington county, Virginia ; Dennis Leach, Arlington Department of Environmental Services ; Dale Marsico, Community Transportation Association of America ; Dale Medearis, Northern Virginia regional Commission ; Colleen Mitchell, DC Office of Planning ; Karina Ricks, DC Department of Transport ; Lea Rosenbohm, Brookings institution ; Tamar Shapira, Smart Growth Leadership Institute ; Howard Ways, DC Office of Planning ; Tommy Wells, Council DC ; Hal Wolman, George Washington Institute of Public policy</p>
<p>Réunion avec l'American Public Transportation Association (APTA), l'équivalent américain du GART</p>	<p>M. Arthur L. Guzzetti, Vice President - Policy ; Mme Petra Mollet, Vice President - Strategy ; Rich Weaver, Senior Program Manager - Planning and programs ; Mme Jessica Bechir, Program Manager International Programs</p> <p>A également participé à cette réunion, la "Federal Transit Authority" : Rita Daguillard, Director, Office of research management ; Michael A. Winter, Senior Program Analyst, Office of research management</p>
<p>Réunion avec Sister Cities International (SCI)</p>	<p>M. Jim Doumas, Executive vice president ; Mme Laura Giroux, Membership manager ; M. Adam W. Kaplan, Program manager Sustainable development</p>
<p>Vendredi 26 juin</p>	
<p>Séance de travail au Northern Virginia Regional Commission, Fairfax</p>	<p>M. Marc Gibb, président de la Northern Virginia Regional Commission ; M. Dale Medearis, urbaniste ("Senior Environmental Planner") ; Mme Aimee L. Vosper, Director, Environmental & Planning services ; et un panel d'élus et d'experts sur climat et énergie, issu du gouvernements locaux, du secteur privé commercial and non-gouvernemental dont Mme Kristen C. Umstadd, maire de Leesburg ; M. David F. Snyder, conseiller municipal, Falls Church ; M. David J. Mochany, Deputy County executive, County of Fairfax</p>
<p>Réunion avec la National League of Cities</p>	<p>M. Donald J. Borut, Executive Director ; M. Christopher W. Hoene, Director, Centre for policy and research</p>